

[LETTRES DU MONDE]

DIOGO FAIA FAGUNDES : *L'IDÉOLOGIE DES MOUVEMENTS SOCIAUX EN AMÉRIQUE LATINE*

Nos derniers textes ont brièvement pointé le « mouvementisme » comme l'un des indicateurs idéologiques les plus marquants de la politique contemporaine. Dans cet article, nous développons cette idée en partant de l'idée que l'idéologie des mouvements sociaux constitue **un obstacle épistémologique** à la refondation d'une politique communiste digne de ce nom. L'obstacle épistémologique s'inspire ici du sens que le philosophe Gaston Bachelard donnait aux complexes idéologiques nuisibles à l'émergence et au développement des sciences dans son classique *La formation de l'esprit scientifique* (1938), à la différence que nous exportons le concept à un autre type de rationalité : la politique.

Si la dernière décennie a été marquée par des mouvements historiques de grande ampleur, à commencer par ce que l'on appelle le « printemps arabe », elle a également vu ces insurrections maîtrisées ou neutralisées en raison de leur incapacité à formuler et à atteindre des objectifs victorieux. Cette incapacité découle en grande partie de l'idéologie spontanée qui a guidé ces mouvements, que nous appelons ici « idéologie du mouvement social » ou simplement « **mouvementisme** ».

Ce complexe idéologique s'est renforcé dans la conjoncture marquée par la fin des grands partis communistes qui ont marqué la guerre froide. Avant même les événements de la dernière décennie, il a façonné une grande partie des convictions d'une gauche qui avait rejeté l'hypothèse des partis d'avant-garde au profit de « mouvements sociaux » décentralisés et variés, supposés capables de constituer un contrepoint plus efficace au capitalisme d'une époque post-fordiste et transnationale, organisés en « réseaux » - c'est en résumé l'argumentation d'Antonio Negri. Son apogée « institutionnelle » a probablement été marquée par **les réunions du Forum social mondial au début des années 2000**, à Porto Alegre, une ville brésilienne. C'est peut-être aujourd'hui que son déclin est le plus évident, avec l'incapacité des récentes rébellions populaires - telles que les explosions populaires au Chili en 2019 et 2020 - à aller au-delà de l'échange d'un cadre néolibéral contre un cadre plus social-libéral.

Le Brésil et l'Amérique latine jouent donc un rôle majeur dans cette histoire.

I - L'expérience latino-américaine comme renouveau de la gauche

Une opinion courante salue l'Amérique latine pour avoir évité l'état lamentable du monde « post-politique » de l'ordre cristallisé par la fin de l'Union soviétique et la crise du marxisme. En effet, alors que l'Europe occidentale a connu des gouvernements de « gauche », comme François Mitterrand et Tony Blair, suivant une voie peu éloignée du libéralisme pur et dur, l'Amérique latine a été le théâtre de luttes idéologiques, de la montée de mouvements ouvriers urbains et ruraux et de victoires électorales d'organisations moins adaptées au nouveau consensus.

Il ne faut pas s'y tromper : cette gauche latino-américaine est très variée. Elle comprend la reprise des éléments les plus mobilisateurs du « populisme » péroniste (qui a inspiré des théoriciens comme Ernesto Laclau et Chantal Mouffe), la tradition nationale-populaire des secteurs les plus avancés des forces armées (bolivarisme vénézuélien), la formation d'un parti ouvrier classique issu du syndicalisme (le Parti des travailleurs au Brésil) et l'aggiornamento d'ex-guérilleros dans la politique électorale.

En tout cas, ce parapluie a été catalogué comme une « vague rouge » ou même post-néolibérale, offrant une alternative en période de conservatisme. Si on peut se demander dans quelle mesure cette « vague » a réellement réussi à dépasser le néolibéralisme, elle a néanmoins fourni **une inspiration idéologique** aux organisations européennes qui cherchent à renouveler la social-démocratie, déjà usée après des années d'adaptation aux privatisations et aux réformes pro-marché. Les dirigeants de Syriza, Podemos et Mélenchon ont été directement inspirés par ces gouvernements et mouvements latino-américains.

L'inspiration principale provient de l'idée que la gauche latino-américaine a une relation organique avec les soi-disant « mouvements sociaux » qui la distingue de ses homologues européens. Une gauche plus dynamique, capable de réformes progressistes, articulant « lutte sociale » et victoires électorales, semblait un antidote puissant au marasme des années de restauration qui ont commencé dans les années 1980.

Le problème est que non seulement ces nouvelles organisations européennes ont généralement sombré, mais que **l'inspiration originelle elle-même est en crise**. Les crises économiques et politiques ont porté au pouvoir des aventuriers fascistes (Javier Milei, Bolsonaro, Bukele) et même là où il y a eu un retour de la gauche, comme dans le cas du **Brésil**, il y a un gouvernement plutôt timide et médiocre, avec de faibles cotes de popularité, dans une situation où l'extrême-droite reste très forte, étant la force la plus dynamique et la plus vivante du pays. Le **Venezuela** n'est plus la grande source d'inspiration qu'il a été sous Chávez, et il est de plus en plus la cible de critiques et de doutes. En **Bolivie**, un conflit fratricide a éclaté au sein du MAS entre les partisans d'Evo Morales et de l'actuel président, Luis Arce. Gustavo Petro, malgré ses immenses mérites personnels, gouverne dans une situation instable en **Colombie**, tandis que Gabriel Boric a subi une lourde défaite en ne parvenant pas à mettre en œuvre une nouvelle constitution pour vaincre définitivement l'héritage de Pinochet au **Chili**. Seul le **Mexique** semble faire exception dans ce panorama.

Cependant, le signe le plus clair des problèmes est probablement cristallisé dans le résultat des immenses protestations sociales qui ont balayé le Chili de 2019 à 2020. Comment une mobilisation aussi forte, marquée par une critique acerbe du néolibéralisme hérité de Pinochet dans l'éducation, le monde du travail et la sécurité sociale, a-t-elle pu n'aboutir qu'à un gouvernement faible comme celui de Gabriel Boric ? Il y a **un décalage évident** entre d'un côté les méthodes révolutionnaires (y compris la confrontation ouverte avec la police) et la radicalité de la critique (remettre en cause toute l'histoire récente du capitalisme dans le pays, marquée par les privatisations, l'austérité et la destruction des services publics) et de l'autre côté l'objectif tactique d'élire un gouvernement un peu meilleur (mais pas beaucoup), dont l'étendard principal n'a même pas été réalisé : changer la Constitution.

Cette expérience nous oblige à nous interroger sur les limites des mouvements d'aujourd'hui. Quelle est en effet l'idéologie des mouvements sociaux ?

II - L'idéologie des mouvements sociaux

Bien qu'elle ait marqué le panorama de la gauche latino-américaine, cette idéologie a des origines européennes.

Rappelons que **les « mouvements sociaux » ne font pas partie du lexique léniniste traditionnel**.

Il y a bien sûr la différence essentielle entre la lutte économique (menée par les syndicats) et la lutte politique (menée par le Parti et les organisations de masse comme les soviets), façonnant une conception de la politique irréductible à la spontanéité des luttes immédiates. La politique *tout court* est le lieu privilégié du Parti et des mouvements démocratiques de masse. Les organisations populaires à vocation spécifique - comme la lutte des femmes, de la jeunesse, des Noirs ou de la culture - ne sont pas séparées du Parti : elles sont le moyen pour le Parti d'atteindre les masses sur la base de ses propres thèmes, et elles n'ont qu'une autonomie relative parce qu'elles sont fondamentalement subordonnées au centralisme de la ligne politique du Parti. C'est précisément la raison pour laquelle ils ont toujours été réduits à de simples « courroies de transmission » par leurs détracteurs.

Dans la conjoncture post-Mai 1968, il ne manquait pas d'intellectuels qui voyaient dans la présence de **nouveaux protagonistes alternatifs** à la classe ouvrière traditionnelle (comme la jeunesse étudiante) la grande nouveauté du mouvement, qui serait une conséquence sociologique du « néo-capitalisme ». Plus tard, cette vision des choses s'est accentuée lorsqu'elle a été adoptée par plusieurs militants de ce nouveau moment historique, qui ont vu dans la pulvérisation des luttes fragmentées autour de leurs propres identités un nouveau paradigme politique, marqué par l'absence de centralisme et de vision stratégique unifiée.

Cette évaluation politique de la nouveauté des politiques post-68 est la véritable origine de l'idéologie des mouvements sociaux. **Les travaux « politiques » de Deleuze et Guattari** dans les années 1970 en sont un exemple typique. Elle s'est imposée comme la vision hégémonique, éclipsant les différentes interprétations d'un même phénomène (pour beaucoup, mai 1968 représentait la possibilité d'une

nouvelle politique communiste, fondée sur la liaison massive des intellectuels avec les prolétaires et éclairée par les nouveautés du maoïsme) et donnant le ton à la mémoire de l'événement. Dans cet esprit, il y aurait une continuité directe entre mai 1968 et Hillary Clinton : l'idéologie des « minorités » et la politique identitaire de la gauche américaine seraient le corollaire naturel de la nouveauté de la « nouvelle gauche ».

C'est ce bilan spécifique de mai 1968 en France qui a fortement influencé les tendances politiques et idéologiques en Amérique latine.

Ainsi, lorsque la dictature militaire brésilienne a entamé son processus de décomposition par l'irruption de luttes populaires et ouvrières (qui ont conduit à la formation du Parti des travailleurs) à partir de 1978, un cadre théorique était déjà disponible pour encadrer ces mouvements dans la perspective d'un « nouveau sujet social » composé d'une multiplicité de revendications et de mouvements sectoriels.

Un exemple typique est le travail d'**Éder Sader**, militant du PT. Intellectuel connu pour son militantisme révolutionnaire autour des idées de Mao Zedong (sur lequel il a écrit un livre), il avait été militant du MIR révolutionnaire dans le Chili de Salvador Allende, rentré au Brésil après une période d'exil en France. Sa nouvelle conception est documentée dans « *Quando novos personagens entram em cena* » (1988) [*Lorsque de nouveaux personnages entrent en scène*], qui raconte les différents mouvements sociaux urbains apparus au lendemain de la dictature militaire.

Bien que l'analyse soit marquée par une certaine ambiguïté (puisque Sader reconnaît que les mouvements revendiquant des réformes sont marqués par leur dépendance à l'égard de l'État), Sader voit dans l'autonomie des mouvements sociaux une nouvelle voie stratégique pour la gauche brésilienne après la défaite de la lutte armée. Cette vision marque une première variante de l'idéologie, que nous appellerons « **autonomiste** » (comme Sader lui-même appelait son groupe) : les mouvements sociaux sont souverains, et le parti n'est qu'un appendice électoral et parlementaire de leur volonté. Mais **comment réaliser une synthèse qui ne soit pas seulement la somme « convergente » de multiples luttes ?** Est-il possible de concevoir une stratégie de transformation réelle basée sur la simple addition de plusieurs luttes immédiates distinctes ?

C'est cette variante qui a prédominé dans le processus récent au Chili, puisque le propre « parti » de Gabriel Boric, « Convergence sociale », s'est vu comme une simple expression institutionnelle de la lutte des différents mouvements.

Une autre variante, beaucoup plus traditionnelle, a fini par s'imposer dans l'histoire du PT. Dans son moment programmatique et stratégique le plus concentré, cristallisé lors de sa cinquième réunion nationale (1987) - qui a servi de base à la première campagne présidentielle de Lula en 1989, qu'il a failli remporter - le parti a adopté ce que l'on a conventionnellement appelé une « stratégie de démocratie populaire », fondée sur trois piliers : la lutte sociale, la lutte institutionnelle et la lutte culturelle. Il s'agit d'une vision plus proche de la social-démocratie classique ou du communisme réformiste d'après-guerre.

Dans cette stratégie, le rôle prépondérant des mouvements sociaux est reconnu, y compris leur autonomie (contre les conceptions « apparatchik » associées à l'histoire du communisme), mais ils ne sont pas l'alpha et l'oméga de la politique : le parti doit **subordonner** ces mouvements à sa stratégie de construction du parti et de lutte pour le pouvoir.

« En effet, si nous (Parti des travailleurs) luttons pour un parti capable d'être un véritable instrument dans la lutte pour le socialisme, ce parti doit être capable de diriger cette lutte, d'en indiquer la direction. Il doit devenir le leader politique des travailleurs. Pour nous, il s'agit de respecter la démocratie des mouvements, leurs instances et leurs caractéristiques, de contester leur orientation avec des propositions préalablement débattues dans les instances du PT, d'articuler notre travail dans la lutte syndicale et populaire avec la construction du parti et notre stratégie pour la lutte pour le pouvoir. Sinon, nous tomberons dans la spontanéité, les luttes sectorielles dispersées d'une part et l'activisme parlementaire d'autre part. Nous risquons d'assister à des

explosions sociales désorganisées, difficiles à canaliser vers une transformation sociale révolutionnaire. »¹

On retrouve ici le ton classique : les mouvements font de la lutte sociale, les partis font de la politique. En réalité, il ne s'agit que d'un **léninisme mécanisé et dé-dialectisé** : si Lénine se concentrait sur le syndicalisme en tant que vecteur de la lutte économique, séparé de la politique, le PT élargit le champ et inclut tout « mouvement social » dans ce quadrant spontané, revendicatif et apolitique. Le concept esquissé met l'accent sur la « lutte sociale », mais la subordonne à la lutte pour les victoires électorales et à la croissance des forces dans l'appareil d'État.

Au fil du temps, nous avons vu que cette stratégie subira des adaptations de plus en plus importantes dans le sens d'une dévalorisation de toute perspective indépendante par rapport à l'État, rendant les mouvements sociaux eux-mêmes secondaires, de simples « groupes de pression » dans le meilleur des cas.

C'est ce qui explique que l'idéologie des mouvements sociaux soit **un élément critique éternel** : contre cette adaptation institutionnelle et bureaucratique, la ressource principale consiste toujours en un appel renouvelé au dynamisme des mouvements sociaux.

La première variante de l'idéologie revient alors comme un complément, afin d'éviter le marasme et de desserrer l'engrenage. C'est ce que l'on a vu avec la force du **Mouvement des Sans Terre (MST)**, organisation paysanne apparue en 1984, toujours fortement liée au PT, mais qui s'est fait connaître par sa force de frappe plus radicale et idéologique au cours des années 1990, lorsqu'elle a procédé à des occupations de terres (souvent face à la violence armée des latifundia) et a adopté une opposition aux gouvernements de Fernando Henrique Cardoso (1994-2000) plus combative que celle du parti.

C'est la force et la renommée du MST qui est l'une des principales inspirations de l'émergence du Forum social mondial et de ses premières éditions réussies, qui ont misé sur la voie des mouvements sociaux comme solution à l'impasse domestiquante que la voie institutionnelle-électorale imposait aux partis de gauche. Les autres mouvements sociaux qui ont acquis une certaine importance nationale par la suite, tels que le *Movimento Passe Livre* (MPL) [**Mouvement de libre passage**] - la lutte pour la gratuité des transports publics, qui est à l'origine des grandes manifestations de 2013 - et le *Movimento dos Trabalhadores Sem Terra* (MTST) [**Mouvement des travailleurs sans terre**] sont tous inspirés par le MST.

Mais même en tenant compte de ses immenses mérites, le MST a-t-il vraiment réussi à devenir une alternative *politique* au PT ? L'histoire suggère que non. Le mouvement n'a jamais réussi à sortir de son cadre thématique étroit : la lutte pour la démocratisation de la terre. Pour atteindre cet objectif, il a alterné différentes positions, allant du ralliement au PT lors des élections à des moments de plus grande critique et de « distanciation ». Il élit ses parlementaires du côté du PT et exerce une certaine pression sur ses administrations, mais il ne peut aller au-delà, c'est-à-dire qu'il ne peut élaborer une nouvelle politique, car **la division du travail est imposée** : les mouvements font de la « lutte sociale » et les partis font de la politique.

Lorsque les leaders internes créent des dissidences par rapport à la subordination au PT et rédigent des critiques plus fortes, ils parviennent tout au plus à revenir à l'inspiration de la première variante du mouvementisme, l'« autonomisme », qui est également incapable d'aller au-delà de la « lutte sociale » autour de ses intérêts spécifiques et locaux.

Ce fut également le destin du MTST. Pour sortir du strict cadre corporatif de la lutte pour le logement urbain, le mouvement a dû développer un bras électoral, matérialisé par des candidatures parlementaires et une présence dans les partis électoraux, dans le cas du député Guilherme Boulos, principal leader social du mouvement.

Ce que ce résumé un peu brutal de l'histoire du mouvement brésilien vise à souligner est le point suivant : que ce soit dans la première variante (autonomiste) ou dans la seconde (celle de la division du travail : les mouvements mènent les luttes sociales, mais ce sont les partis qui ont la primauté en politique), **il n'a pas été possible d'esquisser une conception de la politique qui lui soit propre**, capable de formuler et de mettre en œuvre une stratégie d'ensemble. Le localisme, la fragmentation, le

¹ Il s'agit des points 209 et 210 de la résolution politique de la cinquième réunion nationale du Parti des travailleurs (PT), qui peut être consultée ici :

https://siac.fpabramo.org.br/searchAcervo/46?_gl=1*ij9qv4*_ga*MTI2NzlwMzc0S4xNzM5MTU4MTIz*_ga_NZYGHLCZRRQ*MTczOTE1ODEyMy4xLjAuMTczOTE1ODEyMy4wLjAuMA

sectorialisme (même combiné à des méthodes de lutte combatives et radicales) et, enfin, l'option résignée du « moins pire » (la gauche traditionnelle) au moment des élections sont le lot de tous les mouvements sociaux. **En l'absence d'une véritable politique** - qu'il ne faut pas confondre avec des revendications sociales - **il ne reste qu'un mélange de résignation et de plaintes**. Il est peut-être possible d'exercer un peu de « pression sociale » sur les partis électoraux fatigués, mais aucune solution politique indépendante ne peut être construite.

III- Existe-t-il un autre moyen ?

Est-il possible d'être désenchanté par cette situation et de continuer à faire de la politique à partir des mouvements populaires ? Nous le pensons, si nous interprétons ces mouvements non pas comme des « mouvements sociaux » en opposition aux partis politiques - donnant à ces derniers le monopole de la politique - mais plutôt comme **la source qui irradie l'énergie** capable de donner vie à une nouvelle organisation politique non subordonnée à l'État et à ses élections.

C'est, selon nous, la voie qu'a suivie *l'Union des communistes de France marxiste-léniniste* (UCFml) dans le sillage de mai 1968. L'étude de cette organisation nous intéresse parce qu'il s'agissait d'une tentative de faire de la politique en s'écartant des « appareils » classiques des partis communistes traditionnels, sans tomber dans le travers inverse de l'expérience des « mouvements sociaux » contemporains, qui n'aboutissent finalement qu'à l'adaptation à l'ordre. L'idée de construire un parti de type nouveau à partir des mouvements de masse – parti qui devrait alors être vu dans une perspective globale, dans laquelle le local fait place au global - implique **une sortie en diagonale** des deux dilemmes.

Pour cela, il faut faire un autre bilan de Mai 68, centré sur l'idée d'un « nouveau type de parti » construit autour des organisations de masse, et non sur la fragmentation intéressée des différentes identités.

À contre-courant d'une certaine réception de la philosophie d'Alain Badiou en Amérique latine, qui la rapproche d'autres critiques de la forme-parti, comme Antonio Negri et Guattari, sur la base de thèmes communs (critique de la représentation de classe, abandon du marxisme-léninisme traditionnel), nous pensons qu'il existe un grand intérêt contemporain pour ses textes polémiques considérés comme plus datés et déraisonnables, tels que ceux qui ont participé à la polémique contre les « anarcho-désirants » dans les années 1970, par exemple « Le fascisme de la pomme de terre » et « Le flux et le parti »².

Dans ces textes, nous lisons **une critique dévastatrice** des piliers fondamentaux de l'idéologie des mouvements sociaux : le fédéralisme impuissant, l'égoïsme égocentrique et particulariste (dont le corollaire le plus effrayant est les mouvements identitaires américains), l'apologie du spontané au lieu du projet collectif et de la discipline, le dualisme manichéen (masses pures et indivises contre l'État maléfique) au milieu duquel le thème central de l'organisation politique est éludé, et, enfin, le résultat décevant : l'électoratisme résigné.

Ces caractéristiques dominent le paysage politique contemporain et forment une sorte d'hostilité à la politique que l'on retrouve dans les mouvements historiques les plus récents et qui s'exprime par de nombreux symptômes, tels que le rejet des leaders politiques (selon quoi, après tout, tout leadership est mauvais) et le culte de l'ultra-horizontalisme.

Plus important encore, les textes oubliés des années 1970 soulignent une conséquence curieuse et ironique des **idéologues du mouvementisme** : ils **sont profondément structuralistes** ! La division dualiste entre les mouvements et l'État est une contradiction statique et sans avenir : il existe un miroir systémique dans lequel les mouvements sont l'« autre côté » de l'ordre, comme on le voit dans les travaux d'Antonio Negri.

À l'heure où l'on parle beaucoup de « révolte », de « résistance », de « convergence des luttes », il est important de revenir à l'inspiration contre les anarcho-désirants et de se rappeler que **mouvement n'est pas synonyme de politique**. En mai 1968, il y avait beaucoup d'idéologie et des mouvements de masse avec une puissance historique, mais pas de politique - et ceux qui se sont rendu compte de ce manque ont été les mieux placés pour tirer les conséquences qui s'imposaient de l'événement.

² Voir le cahier Yenan n°4 : *La Situation actuelle sur le front philosophique* (François Maspéro, 1977)

Pour souligner l'importance de la politique, Badiou et ses camarades ont dit à Deleuze et Guattari : « souvenez-vous du Chili ! ». En effet, le PT et ses satellites du « camp de la démocratie populaire » (l'ensemble des mouvements sociaux qui le suivent) rêvaient d'un Chili de Salvador Allende avec une fin heureuse : le socialisme réalisé par des moyens démocratiques. En fin de compte, l'objectif est devenu de plus en plus lointain et intangible, et aujourd'hui, rares sont ceux qui croient encore honnêtement que c'est la voie stratégique suivie par le parti de Lula.

Nous devrions toujours **nous souvenir des deux Chilis** : le vrai, en 1973 (mais aussi avec la déception après 2019-2020), et celui imaginé par le PT et la récente gauche latino-américaine, afin d'abandonner une fois pour toutes l'espoir à la fois dans le « socialisme démocratique » et dans l'idéologie des mouvements sociaux qui l'accompagne, grossièrement esquissée ici.

• • •